

**Arrêté Préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE/2020353-0001 du 18 décembre 2020
mettant en demeure la société PARC D'ÉNERGIES RENOUVELABLES CATALAN, en
application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de respecter les dispositions
des articles 2.3.I, 15, 18, 20, 22 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, ainsi que
des articles R.541-43 et 45 du code de l'environnement, pour le parc éolien qu'elle
exploite sur le territoire des communes de Baixas, Calce, Pézilla-la-Rivière, et Villeneuve-
la-Rivière**

LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;

Vu le courrier préfectoral du 24 avril 2012 confirmant que le parc éolien d'Energies Renouvelables Catalan, situé à Baixas, Calce, Pézilla-la-Rivière et Villeneuve-la-Rivière, bénéficie du droit d'antériorité et est classé sous la rubrique ICPE n°2980-1 – régime de l'autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°PREF/DCL/BUFIC/2015175-0001 du 24 juin 2015 concernant les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent du Parc éolien d'Energies Renouvelables Catalan, sur les communes de Baixas, Calce, Pézilla-la-Rivière et Villeneuve-la-Rivière, modifié par les arrêtés complémentaires n° PREF/DCL/BUFIC/2015190-0001 du 9 juillet 2015 et n°2018180-0001 du 29 juin 2018 ;

Vu l'article L.541-2 du code de l'environnement qui dispose : *« Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge. »* ;

Vu l'article R.541-43 du code de l'environnement qui dispose : *« Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. [...] »* ;

Vu l'article R.541-45 du code de l'environnement qui dispose : *« Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets radioactifs, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau*

qui accompagne les déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau. Toute personne qui émet, reçoit ou complète l'original ou la copie d'un bordereau en conserve une copie pendant trois ans pour les collecteurs et les transporteurs, pendant cinq ans dans les autres cas. [...]» ;

Vu l'article 2.3.I de l'arrêté ministériel susvisé du 26 août 2011 modifié qui dispose : « L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée. » ;

Vu l'article 15 de l'arrêté ministériel susvisé du 26 août 2011 modifié qui dispose : « Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. [...] » ;

Vu l'article 18 de l'arrêté ministériel susvisé du 26 août 2011 modifié qui dispose : « I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industriel, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

[...]

III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.[...] » ;

Vu l'article 20 de l'arrêté ministériel susvisé du 26 août 2011 modifié qui dispose : « L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit. » ;

Vu l'article 22 de l'arrêté ministériel susvisé du 26 août 2011 modifié qui dispose : « Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).

Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation. » ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées et le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant le 9/10/2020, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courriel du 10 novembre 2020 par lequel l'exploitant indique que ce projet d'arrêté n'appelle pas d'observation de sa part ;

Considérant que lors de la visite d'inspection en date du 30 septembre 2020, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- aucun justificatif que le personnel dispose d'une formation portant sur tous les risques accidentels visés à la section 5 de l'arrêté ministériel susvisé du 26/08/11 (survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation), ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter, n'a été présenté ;
- les justificatifs et rapports de contrôle des brides de fixation, brides de mât, fixation des pales et contrôle visuel du mât des aérogénérateurs ont été présentés en version anglaise ;
- la liste présentée des systèmes instrumentés de sécurité, détecteurs et systèmes de détection ne mentionne pas leurs fonctionnalités ni leurs fréquences de tests et les opérations destinées à garantir leur efficacité dans le temps ;
- les consignes de sécurité présentées n'indiquent pas toutes les dispositions mentionnées à l'article 22 de l'arrêté ministériel susvisé du 26/08/11, ni n'indiquent les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations de survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 15, 2.3.I, 18 et 22 de l'arrêté ministériel susvisé du 26 août 2011 modifié ;

Considérant de plus que lors de la visite d'inspection en date du 30 septembre 2020, l'inspecteur des installations classées a constaté également les faits suivants :

- aucun registre de suivi des déchets produits par l'installation n'a pu être présenté ;
- les bordereaux de suivi des déchets produits par l'installation ne sont pas émis au nom de l'installation autorisée mais au nom d'un tiers dénommé « antenne EDF de Pézilla » ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles R.541-43 et R.541-45 du code de l'environnement, et de l'article 20 de l'arrêté ministériel susvisé du 26 août 2011 modifié ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PARC D'ENERGIES RENOUVELABLES CATALAN de respecter les dispositions des articles R.541-43, R.541-45 du code de l'environnement et des articles 15, 2.3.I, 18, 20 et 22 de l'arrêté ministériel susvisé du 26 août 2011 modifié, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;

ARRÊTE

Article 1er – Objet de la mise en demeure

La société PARC D'ENERGIES RENOUVELABLES CATALAN, dont le siège social est situé au 100 Esplanade Général de Gaulle – Coeur Défense- Tour B – 92932 Paris La Défense Cedex, exploitant un parc éolien sur les communes de Baixas, Calce, Pézilla-la-Rivière et Villeneuve-la-Rivière est mise en demeure de respecter, **dans un délai maximum de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de :

- l'article 15 de l'arrêté ministériel susvisé du 26 août 2011 modifié :
 - . en justifiant que le personnel dispose d'une formation portant sur tous les risques accidentels visés à la section 5 de l'arrêté ministériel du 26/08/11 (survitesses, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation), ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter ;
- l'article 2.3.I et l'article 18 de l'arrêté ministériel susvisé du 26 août 2011 modifié :
 - . en transmettant les justificatifs et rapports de contrôle des brides de fixation, brides de mât, fixation des pales et contrôle visuel du mât des aérogénérateurs en version française ;
- l'article 18 de l'arrêté ministériel susvisé du 26 août 2011 modifié :
 - . en transmettant la liste des systèmes instrumentés de sécurité, détecteurs et systèmes de détection, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations destinées à garantir leur efficacité dans le temps ;
- l'article 22 de l'arrêté ministériel susvisé du 26 août 2011 modifié :
 - . en transmettant les consignes de sécurité de l'installation, intégrant toutes les dispositions mentionnées à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 26/08/11, et indiquant les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations de survitesses, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation ;
- l'article 20 de l'arrêté ministériel susvisé du 26 août 2011 modifié et les articles R.541-43 et R.541-45 du code de l'environnement :
 - . en transmettant le registre de suivi des déchets dûment établi pour l'installation (son contenu devra respecter les dispositions de l'arrêté ministériel susvisé du 29 février 2012) ;
 - . en justifiant que les bordereaux de suivi des déchets produits sont correctement renseignés (en particulier nom de la présente installation en tant que producteur). Les trois prochains bordereaux de suivi seront transmis à l'inspection des installations classées à cet effet ;

Article 2 – Sanctions

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Montpellier, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 4 – Affichage et publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Pyrénées-Orientales pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – Exécution et notification

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, chargé du service de l'inspection des installations classées, les Maires des communes de Baixas, Calce, Pézilla-la-Rivière et Villeneuve-la-Rivière sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est notifiée administrativement ainsi qu'à la société PARC D'ENERGIES RENOUVELABLES CATALAN.

Fait à Perpignan, le

18 DEC. 2020

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Kévin MAZOYER

